



Revue de presse



Mercredi 06 Avril 2022



Les Algériens épargnent de moins en moins : Des économies à bout de souffle

C'était peut-être l'une des publicités qui eut le plus de succès. A la fin des années 1970, la CNEP, dans des panneaux et des spots publicitaires, invitait les citoyens à épargner pour posséder une maison. Il était alors de bon ton de «mettre un peu d'argent de côté » pour ses vieux jours ou pour réaliser des projets. Depuis, les banques et les raisons d'épargner se sont multipliées. Pour acquérir une voiture, construire ou acheter une maison, on comptait d'abord sur le crédit souvent tributaire de l'épargne.



Banques islamiques : Le service tarde à se concrétiser

Des économistes pensent que l'Algérie n'est pas à la page en termes d'épargne. La finance islamique est susceptible, d'après eux, d'augmenter les dépôts bancaires d'investissement à travers des placements «halal» qui tiennent compte des lois de la «charia».



[BNA ET CNEP : Des offres et des avantages](#)

L'épargne bancaire se définit comme les économies que les consommateurs peuvent faire au cours d'une vie. Tout le monde peut, à un moment donné, économiser de l'argent pour faire face à des situations imprévues, financer un projet ou encore préparer son départ à la retraite. Cet argent est placé afin de l'économiser et, si possible, d'en tirer une plus-value.



[Sétif : Les Douaniers déjouent une tentative de contrebande](#)

Les services de la Direction régionale des douanes de Sétif ont déjoué une opération de contrebande de produits de marques étrangères, se soldant par la saisie de 48 500 paquets de cigarettes, 648 000 comprimés et 22 422 unités médicales à usage vétérinaire, dans la commune d'Ain Oulmène (Sud du chef-lieu), a-t-on appris lundi auprès de ce corps constitué.



[Marchés publics : Un portail pour booster les affaires](#)

Ce portail devra permettre d'asseoir plus de transparence et de contrôle des marchés publics.

Le portail électronique des marchés publics est enfin opérationnel, au grand bonheur des opérateurs et experts économiques, ainsi que les contractants de marchés publics. L'embellie financière due à la hausse des recettes des exportations des hydrocarbures, annonce une reprise des programmes sectoriels et un volume important des investissements publics, en vue de booster la croissance économique.



[Covid-19, guerre russo-ukrainienne, sécurité alimentaire, inflation...](#)

[Des épreuves salutaires pour l'Algérie](#)

Le pays qui fait admirablement face à ces crises est devant un challenge majeur: construire une économie forte.

occasions inespérées pour rebondir

C'est face aux épreuves, à la façon de les appréhender, de les surmonter, qu'un pays peut mesurer sa résilience, mesurer ses forces et ses faiblesses. Sur ce plan l'Algérie a été servie, à l'instar de toutes les façons des autres pays de la planète, il faut le noter. Parmi les performances notables à mettre à son actif, celle de la lutte contre la pandémie de Covid 19 figure parmi les plus notables. La stratégie mise en place par les pouvoirs publics a fini par payer. Les derniers bilans fournis quotidiennement par le ministère de la Santé font apparaître qu'aucun décès n'a été enregistré depuis le 23 mars.



[Le président du CRÉA rencontre l'ambassadeur de France en Algérie : Alger-Paris: le temps des affaires](#)

Le Conseil algérien du renouveau économique a proposé de mettre l'accent sur un partenariat de production...

Fort d'un démarrage sur les chapeaux de roue, essentiellement axé sur une nouvelle vision économique, le Conseil du renouveau économique algérien est en phase de confirmer sa présence sur la scène économique, à travers des initiatives qui visent, en substance, la diversification des investissements de l'Algérie. Après les engagements pris avec les partenaires qataris, en vue de renforcer les actions du conseil d'affaires, algéro- qatari, le président du Créa, Kamel Moula, a reçu, dimanche, l'ambassadeur de France en Algérie, François Gouyette, en vue de déterminer les voies et les moyens de renforcement du partenariat économique entre les deux pays.



LA PRESSE INDÉPENDANTE SE MEURT : Échec d'une époque

Née des douloureux événements d'Octobre 88, ayant grandi dans le sang de la terreur islamiste, la presse libre, acquis démocratique chèrement payé, est menacée d'extinction. La fermeture annoncée de "Liberté" signe l'échec d'une époque. À chaque fois qu'un journal ferme, c'est une partie du pays qui se meurt, un pan de son histoire qui s'efface. Une mémoire sociale qui s'abîme. Née dans le sang versé par des Algériens en Octobre 1988, la presse indépendante a vite été propulsée dans un champ de combat.

Pas seulement le sien, mais celui de tout un peuple, d'une nation, d'un pays, poussés dans la barbarie. Pionniers, les journalistes qui ont lancé avec enthousiasme "l'aventure intellectuelle" avaient fait face avec un extraordinaire courage à une violence massive. Nombreux parmi eux ont été fauchés par les balles assassines d'un terrorisme barbare.

Chaque matin, en se rendant dans leur rédaction, ils ne savaient pas s'ils rentreraient vivants, le soir tombé. Tahar Djaout, directeur de Rupture et écrivain reconnu, inaugurait le cycle de la mort des journalistes pris dans la cible des groupes terroristes. Les rédactions étaient plongées dans un enfer, mais sans jamais fermer ou renoncer. Ils étaient en première ligne du combat. L'État a trouvé en eux un puissant soutien. Car, il était question d'empêcher la République de sombrer et surtout de barrer la route à un projet fondamentaliste qui allait renvoyer l'Algérie aux siècles des ténèbres. Tout en livrant la bataille des idées contre l'islamisme, la presse de l'époque menait dans le même élan et avec la même force un combat pour la liberté d'expression. Elle était dans une double critique.

Le pouvoir politique n'était pas non plus "tendre" - c'est le moins que l'on puisse dire - avec les journalistes qui étaient partagés entre les cimetières et les tribunaux. C'est dans cette infernale séquence que la presse libre a forgé sa personnalité, son caractère, son indépendance et, surtout, son destin. Au prix d'un terrible sacrifice. Un contexte de guerre dans lequel des journaux comme Liberté, El Watan, Le Matin, Le Soir d'Algérie et El Khabar ont pu offrir de la voix et du courage à une société terrorisée et embastillée. Des titres portés par des hommes et des femmes animés d'une puissante conviction. Celle de défendre la patrie contre l'agression massive d'un fondamentalisme assassin. Mais aussi et surtout, celle de défendre les libertés dans leurs acceptions universelles. Témoins d'une époque sanglante, ces titres, avec beaucoup d'autres, ont donné un visage à une terrible guerre faite contre une certaine idée de l'Algérie. Sans ces médias libres, le pays aurait connu un autre sort. Envoyés sur le théâtre des massacres pour rendre compte d'une barbarie sans nom qui ensanglantait le pays, les journalistes étaient à leur manière des résistants aux côtés d'autres bataillons formés de simples citoyens, de militants politiques, de syndicalistes, de soldats...

Beaucoup parmi eux sillonnaient le monde pour expliquer le drame algérien et faire face à une propagande complice. Menacés par les terroristes, harcelés par le pouvoir politique, la corporation n'a pas abdiqué. Vent debout, elle a poursuivi son combat sans se détourner des préoccupations d'une société avide de paix, de stabilité et, surtout, de liberté. Elle était une presse de combat à qui on n'a jamais fait de cadeau.

Fin et suite

Au sortir du terrorisme, les journalistes et leurs médias espéraient poursuivre l'aventure dans la sérénité nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Traînant la douleur des confrères assassinés et le traumatisme d'une guerre absurde, les survivants pensaient pouvoir enfin aborder le nouveau siècle sous de bons auspices. Fidèles à la mémoire de martyrs de la liberté, ils redoublaient d'efforts, et de conviction. Le prix était tellement fort, qu'il fallait placer la barre de la liberté très haut. Mais en face, la conscience n'était pas à la construction de l'idéal républicain. Après la phase du terrorisme, c'est la politique de la perversion qui prend place. Le paysage médiatique est plongé dans un marécage indescriptible.

Au désordre organisé et entretenu s'est greffée une hostilité politique incompréhensible. L'argent public qui coulait à flots servait à faire vivre à ce qui tient lieu de paysage médiatique factice et sans âme. L'aventure intellectuelle commençait à tourner au vinaigre...

mercantile. Petit à petit s'organisait la mise à mort d'une presse qui fut figure de pionnière dans la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Une référence. Le quatrième mandat de Bouteflika a fini par porter le coup de grâce à ce qui a été lancé en matière des réformes, un demi-siècle auparavant. Le pays tout entier a failli sombrer dans le néant. La résurrection du 22 Février réveille les consciences, redonne de l'espérance et ouvre une nouvelle voie. Mais sans les médias libres et indépendants, la séquence historique qui s'ouvre risque de prendre une mauvaise direction. Sans partis politiques forts, une société civile autonome crédible, le pari risque d'être perdu.

Sans une presse libre qui porte la raison critique accueillant en son sein toute l'intelligentsia dont regorge le pays, l'échec est assuré. Faut-il se résigner et subir ce triste scénario ? Non. Les multiples appels lancés doivent trouver écho. Il faut sauver la presse pour sauver le reste. Parce que le pays fera face à des défis encore plus lourds. Difficile de les relever sans une presse sérieuse et vigoureuse, et sans classe politique forte.



ACQUISITION DE POUDRE DE LAIT ENTIER ET ÉCRÉMÉ : Les Pays-Bas raflent la mise en Algérie

Connus pour être parmi les plus grands producteurs laitiers à l'international pour leur industrie de pointe, les Pays-Bas ont raflé la mise lors du dernier appel d'offres lancé par l'Office interprofessionnel du lait et des produits laitiers, relevant du ministère de l'Agriculture, pour l'acquisition de poudre de lait entier et écrémé. C'est ce qui ressort de l'avis d'attribution publié, hier, par cet office, qui indique que les Pays-Bas ont décroché quatre lots pour fournir à l'Algérie cette matière. Les Pays-Bas sont suivis de la Nouvelle-Zélande qui, elle, a décroché deux lots, alors que la France et les Émirats arabes unis ont décroché, chacun, un seul lot dans cet appel d'offres.



RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AIE : Puiser dans les réserves pour faire baisser les prix

Les États membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) discutaient toujours de la quantité de pétrole qu'ils allaient libérer ensemble de leurs réserves. L'initiative est destinée à faire baisser les cours du pétrole sur les marchés. En plus de la forte volatilité dans laquelle étaient embourbés depuis quelques semaines déjà, les marchés font désormais face à la confusion provoquée par les volumes de pétrole que les États membres de l'AIE allaient exploiter. L'AIE a déclaré – ses membres, au nombre de 30, réunissant les principales économies industrialisées – qu'elle avait convenu d'une libération coordonnée de pétrole, mais

était restée muette sur les quantités que ses membres devaient libérer, une fois la libération par la Maison-Blanche de 180 millions de barils de ses réserves stratégiques, le volume le plus important de son histoire. Les prix du pétrole ont baissé de près de 6 dollars depuis l'annonce du plan américain de libération d'une quantité de ses réserves chutant à 107 dollars le baril hier.

Le département américain de l'Énergie a annoncé, vendredi dernier, un calendrier pour la libération des volumes uniquement à partir de la réserve stratégique de pétrole américaine à compter du mois de mai prochain. L'annonce d'une initiative commune qui consiste à libérer une partie des réserves pétrolières des États membres de l'AIE est la deuxième en un mois et serait la cinquième dans l'histoire de l'Agence. Cette initiative a pour objectif de faire baisser les cours du pétrole qui participe à l'alimentation d'une inflation galopante. La précédente initiative des États-Unis et de l'AIE a été annoncée en même temps ; les États-Unis fournissant environ la moitié des 60 millions de barils promis. Ce volume représentait environ 3% des plus de 2 milliards de barils de réserves de pétrole détenues par les États membres.

De ce total, le Japon et les États-Unis détiennent plus de la moitié et les États européens - qui dépendent fortement de l'énergie russe - la quasi-totalité du reste. Cependant, puiser dans les réserves stratégiques pourrait ne pas suffire pour combler le déficit de l'offre causé par les sanctions occidentales, selon certains analystes. Certains s'attendent à ce que jusqu'à 3 millions de barils par jour de pétrole russe soient bloqués ce mois-ci. Cela dépasse de loin la libération de pétrole des stocks stratégiques. Ce qui leur fait dire que les volumes entrants de barils atténueront donc le déficit de l'offre, mais ne l'élimineront pas. Une analyse Reuters des données de l'AIE montre que les stocks de pétrole contrôlés par les États membres étaient à leur plus bas depuis 2005, tandis que les niveaux des réserves stratégiques américaines ont chuté à leur plus bas depuis 2002. Les perturbations de l'approvisionnement mondial en pétrole approchent les 5 à 6 millions de barils par jour, selon les calculs de Reuters. Les sanctions, les conflits et les défaillances des infrastructures frappent l'offre au moment même où la demande se redresse, proche d'un record historique.



[Observatoire national de la société civile : Faire du citoyen un acteur proactif de la cité](#)

L'État a consenti des efforts considérables pour promouvoir la société civile et lui donner la place qui lui sied, en servant de pont entre la société et les institutions. C'est une condition sine qua non pour relever, avec efficacité, les défis du moment en favorisant l'émergence d'un citoyen conscient, véritable relais des politiques de développement national.

PÉTROLE : LE PRIX MOYEN DU BRUT DE L'OPEP À PLUS DE 106 DOLLARS

Le panier de l'OPEP, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, s'est établi à plus de 106 dollars en début de la semaine en cours. «Le prix du panier de treize bruts de l'OPEP (ORB) s'élevait à 106,23 dollars le baril lundi dernier, contre 104,9 vendredi», selon les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, publiées mardi sur son site web. Le brut de l'OPEP s'évaluait entre 100 et 128 dollars durant le mois de mars dernier.

Ce maintien d'un niveau élevé intervient dans un contexte de la hausse des prix sur le marché mondial, soutenus notamment par les efforts de l'OPEP et ses alliés pour assurer un équilibre du marché pétrolier mondial et les craintes d'une perturbation des approvisionnements.

Depuis le mois d'août dernier, les 23 pays signataires de la Déclaration de coopération optent pour le maintien de leur plan d'augmentation mensuelle de la production de 400 000 barils/jour, décidé en juillet 2021. A l'issue de la 27e réunion ministérielle de l'OPEP, tenue fin mars dernier, il a été décidé d'augmenter la production globale mensuelle de l'alliance de 432 000 barils par jour, pour le mois de mai 2022, ce qui est légèrement supérieur à l'augmentation mensuelle convenue depuis juillet 2021. Introduit en 2005, l'ORB est également composé de Girassol (Angola), Djeno (Congo), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Merey (Venezuela).

LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS DE LA PENSION ALIMENTAIRE FIXÉES PAR DÉCRET : Appels pour faciliter la procédure d'octroi de l'aide

La pension alimentaire, un casse-tête et un parcours du combattant pour les femmes divorcées ayant la garde des enfants. Nombreux sont les pères qui refusent de verser cette pension, malgré les décisions des juges les obligeant à s'acquitter de la somme requise.

Pour venir en aide à ces femmes divorcées et compenser le refus de ces milliers de pères de verser cette pension aux mamans divorcées, les pouvoirs publics ont créé en 2016 le Fonds de pension alimentaire, géré par la Direction de l'action sociale (DAS) qui relève du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine. **Selon des avocats et militantes pour les droits des femmes, la loi de finances 2022 n'a pas prévu de budget pour alimenter ce fonds et donc plusieurs femmes** qui sont dans la détresse et connaissent

d'énormes difficultés financières n'ont pas pu en bénéficier durant les trois premiers mois de l'année en cours. Aujourd'hui, et pour rectifier visiblement le tir un décret fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé «Fonds spécial de la solidarité nationale et de la pension alimentaire» signé par le Premier ministre Aïmene Benabderahmane vient d'être publié au Journal officiel du 20 mars 2022 (n°20). L'Algérie enregistre quelque 68 000 cas de divorce par an et les femmes obtiennent la garde de leurs enfants.

Contacté, Soumia Salhi, militante des droits des femmes, estime que Fonds spécial de la solidarité nationale et de la pension alimentaire est une «voie de secours» pour les centaines de mamans divorcées et dont le père n'assume pas les responsabilités envers ses enfants. «Ces femmes mènent un combat pour tenter d'arracher cette pension et à la fin du parcours, le père refuse d'exécuter l'ordonnance du juge.

Les autorités devraient faciliter la procédure à ces mamans», note pour sa part Nadia Aït Zaï, avocate et directrice du Centre d'information pour les droits des enfants et des femmes (Ciddef). Depuis la création du fonds et selon des statistiques datant de l'année 2021, le nombre de bénéficiaires de fonds de pension s'élèverait à près de 4000 enfants et plus de 2000 femmes.



COMMENTAIRE : Médias, les enjeux de demain

Sous le règne de Bouteflika, lorsque Issad Rebrab avait tenté d'acquérir la télévision du groupe El Khabar, les dirigeants de l'époque avaient bloqué la transaction. Aujourd'hui que ce même Issad Rebrab fait disparaître le journal Liberté qui lui appartient, les autorités ne réagissent pas.

Dans le premier cas, le pouvoir redoutait qu'une télé détenue par l'homme d'affaires ne soit largement ouverte à l'opposition, tandis que les dirigeants d'aujourd'hui ont fait comprendre à Issad Rebrab directement (tête-à-tête officiel avec l'ancien ministre de la Communication) et indirectement, en imposant des restrictions à la poursuite de ses affaires, que le ton éditorial de Liberté ne leur convenait pas. Entre son business et son implication dans les médias, l'homme d'affaires a donc fini par trancher : la fin de Liberté, après l'abandon du projet d'acquisition de la télé d'El Khabar, lui assurera définitivement de la tranquillité dans son business, même si le coût est très lourd concernant la disparition d'un grand journal qui, trente années durant, a été de tous les combats démocratiques dans le pays, sérieux et crédible.

Rebrab a donc fait le choix d'enlever définitivement sa casquette de «mécène» qui, si elle a entravé ses affaires, un moment ou un autre, lui a malgré tout, et surtout, conféré, trente années durant, de la respectabilité, voire du prestige moral.

A travers son journal, il s'est inscrit dans le combat démocratique dans le pays appuyé par de remarquables collectifs rédactionnels. Liberté a fédéré en son sein, à tous les niveaux de sa confection, des femmes et des hommes de grande compétence et d'un même élan patriotique.

Ceux-là mêmes malheureusement qui vont payer le plus lourd tribut à la disparition du titre, avec un important lectorat fidèle et exigeant, ce qui accélère la perte d'une certaine idée de la presse algérienne, faite malgré tout d'indépendance et de combativité. Les pouvoirs publics ne peuvent rester insensibles à ce retournement dramatique dans lequel ils partagent une grande responsabilité, ne serait-ce qu'à deux niveaux fondamentaux : la conditionnalité de l'accès à la publicité publique à l'alignement systématique des lignes éditoriales sur le discours politique combinée à l'absence de toute aide publique réfléchie à la presse comme il en existe dans les pays développés. L'examen prochain des lois sur l'information, l'audiovisuel et la publicité sera l'occasion de voir si les dirigeants sont toujours sur cette voie négative, ou bien existe-t-il à leur niveau une quelconque volonté de réformer le système actuel. La disparition du quotidien Liberté leur offre de nouvelles pistes de réflexion sur l'avenir de la presse papier à côté de l'émergence massive de médias électroniques, à la faveur de l'extension d'internet et de la présence massive et anarchique de télévisions privées sans statut clair, mais déjà bien ancrées au sein de la société algérienne. Le moment est venu pour les autorités et les parlementaires de tracer un autre cap juridique et économique aux médias dont les autorités ne peuvent plus minimiser le rôle, à un moment où même les guerres se jouent sur le terrain de l'information. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine le démontre, dans la continuité des interventions militaires occidentales des dernières années contre les nations arabes. Et l'Algérie, au plan interne, ne peut évoluer positivement que si ses citoyens sont bien informés et suffisamment éclairés des enjeux de société et de développement.

Et pour cela, rien ne remplace les médias lorsque, bien entendu, ils sont libres de toute contrainte politique et protégés juridiquement et économiquement. Les autorités doivent comprendre que le moment historique actuel est crucial et que le temps des tergiversations et des faux calculs est bien révolu. Les réformes démocratiques du début de la décennie 1990 ont fait avancer le pays en le dotant d'une presse libre et courageuse, d'autres doivent impérativement être entreprises aujourd'hui pour la projeter dans les trente années à venir, en tirant profit de toutes les faiblesses, réussites et échecs du passé.



LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

L'inflation peut durer jusqu'en 2023

Crise de la Covid, hausse des prix des matières premières, conflit entre l'Ukraine et la Russie... Face à cette nouvelle donne géopolitique et économique mondiale, " l'Algérie doit reconstruire une économie forte pour maintenir sa sécurité alimentaire, son indépendance géostratégique et assurer la prospérité de la population ", a recommandé l'économiste et expert international, Abdelrahmi Bessaha, hier, dans l' "Invité de la rédaction" de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

L'économie mondiale, qui commençait à peine à se reprendre après la crise de la Covid, doit encore subir le choc du conflit entre l'Ukraine et la Russie, avec pour conséquence : " une inflation record, notamment sur les produits énergétiques et les matières premières ", explique Abdelrahmi Bessaha. Pour l'expert, les banques centrales des pays développés n'ont pas su saisir le caractère structurel de cette inflation, induite par une forte demande et des problèmes au niveau de l'offre. Or, il affirme que les spécialistes s'accordent à dire que " cette inflation pourrait durer jusqu'en 2023, le temps de résoudre tous les obstacles structurels à la reprise d'une production qui pourrait satisfaire la demande ".

L'expert constate que le conflit Ukraine-Russie a montré les fragilités de l'Europe : " d'abord, un réel problème de sécurité ". Le Vieux continent a également des problèmes " d'approvisionnement en énergie et en produits alimentaires ", relève l'économiste, qui estime que " l'impact sur l'Europe dépendra de la durée du conflit ". Il n'exclut pas " le risque d'une récession de l'économie en Europe, si le conflit perdure ".



[Un nouveau centre du monde](#)

Un think-tank américain «The Washington Institute», connu pour son sérieux, a dans une analyse intitulée «L'invasion de l'Ukraine marque le retour de l'Algérie» insisté sur le retour gagnant de la diplomatie algérienne sur la scène internationale. «La situation intérieure de l'Algérie est la plus stable depuis cinq ans, en grande partie parce que le gouvernement a mis fin à la mainmise de l'Etat qui a marqué l'époque du président Abdelaziz Bouteflika», estime le think-tank US.

ABDELRAHMI BESSAHA, EXPERT INTERNATIONAL EN MACROÉCONOMIE

«La priorité de l'Algérie est de construire une économie forte»



L'ALGÉRIE DEVRA SE PRÉPARER POUR ÊTRE MOINS DÉPENDANTE AUX IMPORTATIONS. C'est du moins un des enseignements à tirer du conflit russo-ukrainien, selon l'expert international en macroéconomie Abdelrahmi Bessaha.

«**L**es priorités fondamentales pour notre pays est de reconstruire une économie forte, maintenir sa sécurité alimentaire et son indépendance géostratégique ainsi que la prospérité de sa population», a-t-il précisé hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. Dans ce sillage, il a estimé que notre pays ne devrait plus miser sur le pétrole, en lançant très vite le programme des réformes de manière à trouver des alternatives aux activités pétrolières. Et de noter que le numérique est une voie de sortie de la crise de même que les énergies renouvelables. D'ailleurs, l'expert a salué la création du Haut-Conseil de l'énergie, précisant que «c'est une très bonne mesure surtout que nous avons une dépendance jusqu'à 2028». Il souligne qu'avec un potentiel économique algérien de 344 milliards de dollars et une jeunesse sur laquelle on peut miser pour développer les industries du futur surtout si elle est bien formée, l'Algérie a des marges lui permettant d'aller de l'avant.

«Il va falloir, insiste-t-il, stabiliser notre économie, mettre en place des réformes structurelles et engager des politiques sectorielles qui misent sur le long terme». Dans cette optique, il a préconisé de structurer les secteurs des entreprises publiques et établissements bancaires, et de mobiliser les cadres en retraite et la diaspora pour la création de cellules de veille afin d'anticiper sur les risques internationaux. Sur les retombées du conflit russo-ukrainien, l'expert a évoqué l'inflation mondiale qui, d'après lui, perdurerait jusqu'à 2023, le temps de résoudre



tous les obstacles structurels à la reprise d'une production qui pourrait satisfaire la demande. «Ce conflit a des répercussions sur de nombreux pays avec une baisse de niveau de vie, mais en même temps une augmentation des prix des produits de consommation», a-t-il rappelé. Et de relever que les deux pays (Russie et Ukraine) en conflit sont producteurs de blé et exportateurs de nombreux produits de base.

LE SPECTRE DE LA CRISE ALIMENTAIRE

Cette inflation des prix des céréales principalement peut engendrer, a-t-il dit, une crise alimentaire à moyen terme. Le prix du blé est passé de 230 dollars la tonne en février à plus de 400 dollars dernièrement. Outre ce problè-

me, nous assisterons également à autre difficulté, celle de la disponibilité des produits. Il a précisé que le risque de récession lié à ce conflit est très important sur l'économie mondiale, notamment pour les pays en voie de développement «doublement pénalisés par la montée des prix de l'énergie et ceux des produits alimentaires».

L'expert soutiendra qu'un baril de pétrole à 200 dollars plongerait l'économie mondiale dans la récession, ajoutant, dans le même sillage, «qu'il y a un mouvement de décarbonation qui participe d'ailleurs à l'inflation mondiale». Selon lui, l'avenir de la décarbonation sera ralenti mais pas remis en cause.

■ **Wassila Ould Namouda**

BRAHIM GUENDOUDI,
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE
**«Il est difficile
de capter l'argent
de l'informel»**

Entretien réalisé par
Fatma-Zohra Hakem

Professeur d'économie à l'Université de Tizi Ouzou, Brahim Guendouzi estime que l'épargne est mal canalisée dans notre pays, tout en soulignant qu'il est difficile de capter l'argent du secteur de l'informel.

Pourquoi l'épargne est-elle faible en Algérie ?

Ceci parce qu'elle n'est pas bien canalisée et mobilisée. De plus, il n'y a pas une forte bancarisation des ménages. Mis à part la paie qu'on touche et qu'on retire totalement, l'épargne a beaucoup baissé ces dernières années. Dans le même temps, il faut noter qu'il n'y a pas beaucoup d'indicateurs sur l'épargne pour bien l'analyser. A mon avis, les Algériens peuvent épargner, mais sa canalisation via le canal bancaire est mal faite. Quoi qu'il en soit, il faut savoir que de manière générale, l'Algérien n'est pas un grand dépensier, il a tendance à épargner. Mais cette épargne est généralement destinée à la construction. Elle est généralement utilisée pour la construction d'une maison familiale. Mais si l'on devait se baser sur la définition académique au sens strict du terme, l'épargne veut dire dépôt de l'argent au niveau bancaire.

A quoi sert justement l'épargne ?

A financer des projets futurs. C'est pour cela que l'épargne est rémunérée par un taux d'intérêt. Vous renoncez à consommer aujourd'hui, en réalisant une épargne, et la banque vous rémunère.

Quelle est l'importance de l'épargne dans l'économie nationale ?

C'est grâce à l'épargne qu'on finance l'investissement. Dans la théorie économique, l'épargne se transforme en investissement. Les banques reçoivent l'argent



des déposants et le prête ensuite à ceux qui veulent investir. Un économie qui n'a pas beaucoup d'épargne ne peut pas investir énormément. Il y a cependant des exceptions dans le monde, parmi lesquelles l'Algérie, puisque nous sommes un pays pétrolier. Nous avons une épargne grâce aux recettes fiscales du pétrole, et c'est l'Etat qui dépense cette fiscalité pétrolière. En somme, on a l'épargne des ménages et l'épargne institutionnelle. Mais l'épargne est fondamentale pour les investissements. Car sans investissements, il n'y aura pas de croissance économique. Et il s'agit d'un cercle vicieux, car si on n'a pas de croissance, il n'y aura pas non plus d'argent et par conséquent d'épargne. Donc, il faut qu'il y ait des revenus pour alimenter l'épargne, laquelle finance l'investissement.

Peut-on capter l'argent de l'informel ?

C'est difficile car dans l'informel, des personnes gagnent de l'argent, ne déclarent rien et fuient les impôts. Ils exercent des activités sans registre du commerce, ils sont donc des hors-la-loi du point de vue de la fiscalité. Il y a eu des mécanismes mis en place par le passé pour inciter les acteurs de l'informel à épargner, mais ça n'a pas marché. Donc, l'argent de l'informel est difficile à capter dans tous les cas, et ces personnes-là ne sont pas dans le circuit bancaire. En plus, ils ont des activités pour lesquelles les conditions d'exercice ne sont pas remplies.

■ F.-Z. H.

COURS DES PRINCIPALES DEVICES

Le dinar recule encore

Face aux principales devises, notamment le dollar américain et l'euro, la monnaie nationale ne fait tout simplement pas le poids et enchaîne les records à la baisse. La dégringolade du dinar algérien se confirme chaque jour sur les deux marchés parallèle et officiel. Pour mardi 5 avril 2022, 1 seul euro s'échangeait au square Port-Saïd contre 212 dinars algériens à la vente et contre 214 dinars algériens à l'achat.

La valeur de la monnaie étasunienne reste, quant à elle, stable ces derniers jours. 1 seul dollar américain s'échangeait contre 196 dinars algériens à la vente et contre 193 dinars algériens à l'achat. Le dollar canadien s'échangeait quant à lui contre 147 dinars algériens à l'achat et contre 150 dinars algériens à la vente.

La livre sterling pour la même journée du mardi enregistrait une petite baisse sur le marché parallèle. 1 seul pound est cédé par les cambistes contre 255 dinars algériens à la vente et contre 252 dinars algériens à l'achat.

A la Banque d'Algérie, le dinar algérien reste en souffrance devant les principales devises. Pour le mardi 5 avril 2022, 1 seul euro était cédé au niveau des guichets de la Banque d'Algérie contre 157,21 dinars algériens à l'achat et contre 157,28 dinars algériens à la vente.

Le dollar américain s'échangeait contre 143,12 dinars algériens à l'achat et contre 143,14 dinars algériens à la vente.

Le dollar canadien quant à lui s'échangeait contre 114,92 dinars algériens à l'achat et contre 114,86 dinars algériens à la vente, et enregistre une légère hausse ces derniers jours.

Pour finir, la livre sterling reste très chère. 1 seul pound s'échange à la Banque d'Algérie contre 187,97 dinars algériens à l'achat et contre 188,04 dinars algériens à la vente.

PU&A **PÉTROLE** A32

Les prix du baril résistent aux manœuvres

L'Administration Biden a décidé d'user des grands moyens en recourant aux réserves stratégiques pour juguler la tendance haussière des prix du pétrole. Mais, comme le craignent de nombreux analystes, rien n'y fera, la conjoncture est au contraire toute faite pour maintenir à la hausse les cours des deux barils de brut de référence.

C'est une séquence, déjà longue de plusieurs mois et appelée à s'étaler encore dans le temps, qui risque de donner encore de la hauteur aux prix des deux barils de pétrole de référence, comme le démontrent d'ailleurs les calculs on ne peut plus éloquents de l'agence Reuters sur la quantité de pétrole qui fait quotidiennement défaut sur le marché mondial. «Les perturbations de l'approvisionnement mondial en pétrole approchent les 5 à 6 millions de barils par jour (bpj). Les sanctions, les conflits et les défaillances des infrastructures frappent l'offre au moment même où la demande se redresse, proche d'un record historique», affirme l'agence, alors que sévit la menace sur la locomotive de l'économie européenne, menace qui laisse entendre que «l'arrêt des livraisons de pétrole et de gaz russes à l'Allemagne plongerait la plus

grande économie d'Europe dans la récession», ont averti les banques allemandes, alors que l'organisme industriel BDB s'attend à une forte baisse de la croissance économique cette année, à environ 2%, en raison de la guerre en Ukraine, et ce, si les approvisionnements continuent. «La situation serait encore pire si les importations ou les approvisionnements de pétrole et de gaz naturel russes devaient être interrompus. Une récession importante en Allemagne serait alors pratiquement inévitable», a averti le grand patron de la Deutsche Bank dans des propos relayés par Reuters.

Hier, se confirmait la tendance à la «résistance» des prix entamée dès lundi, lors de la première séance du marché de la semaine, lorsqu'une série de nouvelles du genre tendant à faire monter les prix du pétrole s'est avérée plus

«influente» que l'annonce de l'Administration Biden de libérer la plus grande quantité de pétrole brut à partir des réserves stratégiques de pétrole américaines (SPR).

À la mi-journée, les prix ont réagi à la combinaison des facteurs que sont la baisse de la production russe en mars, l'augmentation par l'Arabie Saoudite du prix de vente officiel du pétrole brut à l'Asie pour engranger des primes record, les pénuries d'essence au Royaume-Uni en raison de manifestations, et des rumeurs selon lesquelles l'UE pourrait envisager des sanctions énergétiques contre la Russie. Le baril américain de référence a gagné 2,23 dollars (+2,25%) à 101,50 dollars tandis que le baril de Brent a augmenté de 1,70 dollar (+1,63%) à 106,10 dollars le baril, effaçant ainsi une partie de la perte de la semaine dernière en raison de l'annonce de la décision américaine dont l'effet surprise qu'elle a suscité a été essentiel dans la chute des prix de jeudi et vendredi avant que le marché ne retrouve, donc, ses esprits dès la reprise après que des explications sur le calendrier du «lâcher» de pétrole



prévu par les Américains eurent été avancées. En effet, les 90 premiers millions de barils sur les 180 millions qui doivent être libérés de la réserve stratégique de pétrole seront «lâchés» entre mai et juillet, a annoncé lundi le département (équivalent de ministère) américain de l'Énergie, par le biais de deux avis de vente totalisant 70 millions de barils, plus 20 millions de barils devant être libérés en mai. La seconde moitié des 180 millions de barils devrait être libérée entre août et octobre de cette année. «Le

département de l'Énergie exécutera l'autorisation du Président Biden d'une libération immédiate d'un million de barils par jour pendant six mois à partir de la réserve stratégique de pétrole, et nous nous coordonnons avec nos alliés et partenaires internationaux pour nous rejoindre dans la libération de pétrole supplémentaire des réserves stratégiques», a déclaré à travers un communiqué la secrétaire américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm.

Azedine Maktour

FILIERE DES BOISSONS EN ALGERIE

Un secteur en crise

Le président de l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab) appelle à la baisse de la TVA sur les jus, les limonades et les eaux minérales. Il avertit contre les risques de faillite de beaucoup d'entreprises en raison de la hausse des prix des boissons et de la réduction de la consommation qui en découle.

Abdelhalim Benyellès - **Alger (Le Soir)** - Ali Hamani a déclaré, lundi à la télévision, que la corporation fait face à des conditions difficiles qui ont causé une réduction significative du nombre des opérateurs. « Actuellement, nous comptons 600 producteurs de boissons dont 59 opérateurs qui activent dans les eaux minérales, alors que, par le passé, le secteur comptait au total 1 700 opérateurs », fait-il savoir. C'est pour avertir des difficultés que vit

actuellement le secteur, confronté « aux problèmes de production, de travail et d'exportation du produit ».

L'association a soumis 3 propositions au ministère des Finances, en prévision de l'élaboration du projet de loi des finances complémentaire 2022, dans le but de protéger les producteurs, précise-t-on. Il s'agit de mesures qui visent la protection des opérateurs du secteur contre la menace de la « faillite » en raison de l'augmentation des

prix. L'Apab juge que la hausse des prix des boissons est « justifiée », mais elle appelle, cependant, à l'« abrogation » de la loi car elle considère qu'« elle expose les entreprises à beaucoup de préjudices financiers qui peuvent conduire à la cessation d'activité ».

Les exportateurs font observer qu'il serait « judicieux » d'opérer une baisse sur la TVA en faveur des producteurs de boissons afin de combler les pertes enregistrées par l'augmentation des prix de transport et des frais du fret maritime, note la correspondance de l'Apab adressée au ministre des Finances, qui appelle au pas-

sage à classer les boissons dans la liste des produits de large consommation.

Les propositions formulées par l'Association des producteurs algériens de boissons concernent la baisse de la TVA, les facilitations sur les opérations d'exportation, la réactivation du couloir vert à l'import de la matière première et à l'export par l'assouplissement des procédures d'acheminement des marchandises pour un marché « dynamique », appelé à dépasser le chiffre de 28 millions de dollars en matière d'opérations d'exportation réalisé en 2021, rappelle l'Apab.

A. B.

تطبيقا للقانون رقم 04/15 المحدد للقواعد العامة

الحكومة تضبط مبادئ تحديد تعريفات خدمات التصديق الإلكتروني



عن الخبر

الحكومة اشترطت أن تكون ممارسات تحديد التعريفات مطابقة لشروط ممارسة المناهضة

والوثائق المحاسبية المتعلقة بها، إضافة إلى المواجز التعريفية وأي تعديلات فيها، وكذا كل وثيقة أو معلومة أخرى لها علاقة بتحديد التعريفات تقوم بطلبها السلطة الاقتصادية للتصديق الإلكتروني التي يمكن لها أن تقوم بالتحقق من أنظمة الفوترة الخاصة بمؤدي خدمة التصديق الإلكتروني.

للإشارة، فقد أطلقت الحكومة في مارس من العام الماضي بصفة رسمية خدمات التصديق والتوقيع الإلكترونيين في أول مبادرة عملية لتسيط الإجراءات الإدارية ذات البعد الاقتصادي من خلال مشروع شهادات المنشأ للغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة التي كانت سباقة في استعمال هذه الخدمة لاختصار المسافات والوقت، من خلال شهادة المنشأ التي تعد وثيقة رسمية تثبت جنسية المنتج، تصدرها الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، وغالبا ما تكون مطلوبة للاستيراد من قبل سلطات الجمارك في بعض البلدان.

يذكر أن هيكلية النظام الوطني للتصديق والتوقيع الإلكترونيين تركز، بموجب أحكام القانون رقم 15-04 المؤرخ في 01 فيفري 2015 المحدد للقواعد العامة للتوقيع والتصديق الإلكترونيين، على ثلاث هيئات مكمل بعضها، وهي سلطة وطنية للتصديق الإلكتروني تابعة لمصالح الوزير الأول وسلطة حكومية للتصديق الإلكتروني تابعة للوزير المكلف بالبريد والمواصلات السلكية واللاسلكية وسلطة اقتصادية للتصديق الإلكتروني تابعة لسلطة ضبط البريد والاتصالات الإلكترونية.

ب. وسيم

● ضبقت الحكومة مؤخرا مبادئ تحديد تعريفات خدمات التصديق الإلكتروني من خلال مرسوم تنفيذي وقعه السيد الوزير الأول، أبرز الشروط المطلوبة في مؤدي الخدمات ودور السلطة الاقتصادية للتصديق الإلكتروني.

المرسوم التنفيذي رقم 110/22 المؤرخ في 14 مارس 2022 ضبط مبادئ تحديد تعريفات خدمات التصديق الإلكتروني تطبيقا للمادة 49 من القانون 04/15 المؤرخ في الفاتح فيفري 2015 المحدد للقواعد العامة المتعلقة بالتوقيع والتصديق الإلكترونيين، حيث أبرز مبادئ تحديد تعريفات الخدمات الممنوحة من طرف مؤدي خدمات التصديق الإلكتروني ودور السلطة الاقتصادية.

وأكد المرسوم على ضرورة عدم التمييز في مجال تحديد تعريفات الخدمات الممنوحة من طرف مؤدي خدمات التصديق الإلكتروني، مع إمكانية الاستفادة من التخفيضات على التعريفات المرتبطة بشروط الاشتراك والعروض الخاصة، شرط أن تكون هذه الشروط والعروض منشورة مع التعريفات وأن تكون مطابقة دون تمييز وشفافية تامة على كل زبون تتوفر فيه الشروط.

واشترطت الحكومة في هذا المرسوم التنفيذي أن تكون ممارسات تحديد التعريفات مطابقة لشروط ممارسة المناهضة وتقوم السلطة الاقتصادية للتصديق الإلكتروني بمراقبة احترام قواعد وضع التعريفات وتطبيقاتها من خلال موافاتها من طرف مؤدي الخدمات بالعناصر المحاسبية المستعملة لتحديد تعريفات خدمات التصديق الإلكتروني



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger